

Les créations d'entreprise toujours au plus haut en France

Grâce aux microentreprises, elles enregistrent un bond de plus de 15% sur un an.

CORINNE CAILLAUD
@corinnecaillaud

ENTREPRISE Les créations d'entreprise ne connaissent pas la crise! Bien qu'en repli de 0,6% en juin après une belle envolée de 6,2% le mois précédent, à 58 995 unités, elles enregistrent un bond de 15,6% sur les douze derniers mois, en glissement annuel, selon les statistiques à mi-année publiées par l'Insee. Une embellie qui touche tous les types de créations, et particulièrement les immatriculations de microentrepreneurs, qui progressent le plus sur un an (+24%). Les créations d'entreprise individuelles classiques ne sont pas en reste, avec une flambée de 19,3%. À côté, les 2,4% de croissance des seules sociétés passeraient presque pour une contre-performance...

Parmi les secteurs les plus contributeurs, celui du transport et de l'entrepôt arrive en tête, avec une progression de 46,8% sur un an. La belle performance des activités de poste et de courrier (incluant la livraison à domicile), avec 7 800 créations sur un an, traduit par ailleurs très bien l'engouement des Français pour l'e-commerce. Le domaine du soutien aux entreprises, c'est-à-dire les activités de conseil, arrive en deuxième position avec 19,8%.

Un dynamisme porté, dans les deux cas, par les immatriculations de microentrepreneurs dont le régime connaît un certain regain suite au doublement des plafonds d'activité, promesse de campagne du candidat Macron entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2018.

Portrait-robot du créateur d'entreprise

Les créateurs d'entreprise ressemblent à un jeu des... 7 familles. La plus importante, selon une étude de l'Insee publiée fin juin, rassemble les chômeurs (27%), qui veulent surtout retrouver un emploi, et notamment les chômeurs de longue durée

(depuis plus d'un an au chômage), qui composent un tiers d'entre eux.

Les expérimentés (21%), dont la moitié a déjà créé une entreprise, arrivent en deuxième position. Ils ont la particularité de préférer, pour monter leur structure, le statut de société (78%) à toute autre forme juridique. Ce groupe est d'ailleurs stable dans le temps, car peu affecté par la mise en place du régime de la microentreprise (anciennement autoentreprise).

Attrait des millennials

Un statut, dont la création remonte à 2008, que l'on retrouve massivement dans la troisième famille des créateurs d'entreprise : les salariés en complément d'activité (19%).

des entreprises en France sont créées par des chômeurs

42,8%
des entreprises créées en juin 2018 sont des microentreprises

70%
des créateurs d'entreprise sont des hommes

Un quart des entreprises créées depuis six mois sont des entreprises individuelles classiques (hors microentreprise)

38,5 ans
Âge moyen des créateurs

298 729

entreprises créées sur les 6 premiers mois de 2018, en hausse de 15,6% sur un an

Un quart des créations d'entreprise sont concentrées en Île-de-France

des créateurs d'entreprise de moins de 30 ans ont un bac +3 ou plus

Un tiers des entreprises créées le sont dans les domaines des transports, de l'hébergement et de la restauration

S'ils évoluent principalement dans le privé, l'activité principale dans laquelle ils s'établissent n'a rien à voir avec leur métier principal.

Viennent ensuite les créateurs éloignés de l'emploi (personne au foyer, chômeurs n'ayant jamais travaillé), dont la part représente 13%. Parmi eux, 53% n'ont pas d'activité au moment où ils s'installent et 30% sont des chômeurs de longue durée. Ils sont souvent en situation précaire, 69% touchant au moins une prestation sociale avant de démarrer leur projet, soit deux fois plus que pour l'ensemble des créateurs, tous profils confondus.

Signe de l'attrait des millennials pour les start-up, la part des jeunes créateurs diplômés, qui atteint 8%, est celle qui a le plus progressé. Neuf sur dix ont moins de 30 ans et, pour la majorité d'entre eux, ils se lancent dans la création d'entreprise pour la première fois en optant principalement pour le régime de microentrepreneur.

Les deux dernières catégories sont, quant à elles, composées des créatrices de l'enseignement et de la santé (8%) et des retraités (4%). Les motivations des aînés, qui privilégient eux aussi le statut de microentrepreneur, résident dans la possibilité d'augmenter leur revenu ainsi que l'envie de conserver une activité intellectuelle.

Alors qu'un quart des Français aimeraient créer ou reprendre un jour une entreprise, le profil de ceux qui passent à l'acte est en revanche précis. Selon une étude du ministère de l'Économie de 2016, il s'agit à 70% d'hommes, âgés en moyenne de 38,5 ans et résidant en Île-de-France. ■

DÉFAILLANCES STABILISÉES

Le nombre de défaillances d'entreprises régresse toujours (28 000 à mi-année), mais à un rythme moins soutenu. Passées sous les 60 000 en 2016, elles reviennent à leur niveau de l'été 2008, soit 53 000. Selon une étude Altares, 12 750 procédures collectives ont été ouvertes au deuxième trimestre 2018, soit une baisse de 1,4% par rapport à la même période en 2017.

« Le début d'année 2018 confirmait la bonne trajectoire avec un premier trimestre au plus bas depuis dix ans, mais le printemps n'a pas permis de maintenir l'allure », indique Thierry Millon, le directeur des études d'Altares. L'essentiel des procédures (94%) concerne des TPE de moins de 10 salariés, dont 70% sont immédiatement placées en liquidation judiciaire. Si les TPE résistent encore (-2%), les PME (10 salariés et plus) flanchent (+4%). Ce trimestre, 2 145 entreprises de moins de trois ans ont fait l'objet d'une ouverture de procédure collective, soit 3% de plus qu'un an plus tôt. L'Île-de-France comptant le plus d'entreprises, c'est aussi la région qui concentre le quart des défaillances, soit 3 000. Dans le reste de la France, le nombre de procédures collectives est en recul de 4%. ■

CO.C